

LES FAITS MARQUANTS DE L'OSASTT 13: LUNDI 18 FEVRIER 2008

Les délégués à la treizième réunion de l'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques (OSASTT 13) de la Convention sur la diversité biologique (CDB) se sont réunis en plénière pour entendre les déclarations liminaires et pour aborder les questions d'organisation. La Grande commission a, ensuite, examiné les modalités de fonctionnement de l'OSASTT pour le traitement des thèmes nouveaux et émergents et l'examen approfondi du programme de travail relatif à la biodiversité agricole.

PLENIERE

Asghar Mohammadi Fazel (Iran), Président de l'OSASTT 13, a souhaité aux délégués la bienvenue à la réunion, faisant état du défi consistant à fournir, aux décideurs, dans un monde en rapide évolution, des avis scientifiques opportuns et éclairés. Alfonso Pecoraro Scanio, ministre italien de l'environnement terrestre et maritime, a présenté les changements climatiques comme étant l'une des principales menaces posées aux écosystèmes de la région méditerranéenne, et a souligné l'importance d'établir des liens entre les Conventions de Rio en vue de relever ce défi. Mettant en relief l'importance du Plan d'action de Bali pour parvenir à un accord sur les engagements de réduction des émissions relativement à l'après 2012, il a appelé à des mesures urgentes et ambitieuses visant à prévenir les effets négatifs des changements climatiques.

Dario Esposito, au nom de Walter Veltroni, maire de Rome, a parlé des efforts fournis par la ville pour la protection de ses espaces verts et son intention de faire de 31% de la surface terrestre de Rome des aires protégées. Il a ensuite signé la Déclaration du compte à rebours vers 2010, un engagement à réduire les émissions, à accroître la biodiversité de la ville et à entreprendre des efforts de rétablissement de la biodiversité.

Ahmed Djoghlaif, secrétaire exécutif de la CDB, a souligné l'importance de la biodiversité agricole pour la réalisation de la sécurité alimentaire et du développement. Il a remercié la FAO pour le soutien continu qu'elle apporte à la CDB, dans le cadre de son effort global visant à lutter contre la faim. Mettant en exergue l'accélération de la demande alimentaire des zones urbaines, il a invité les collectivités locales à se joindre aux maires dans la signature de la Déclaration du compte à rebours vers 2010.

James G. Butler, directeur général adjoint de la FAO, a réaffirmé les liens étroits entre le mandat central de la FAO et le besoin de conserver et d'exploiter durablement la biodiversité. Il a noté que le Programme de travail adopté récemment pour la Commission de la FAO sur les ressources phytogénétiques destinées à l'alimentation et à l'agriculture (CRPGAA) fournit d'excellents moyens de renforcer les liens au sein de la FAO et avec les divers partenaires pour la concrétisation des Objectifs du millénaire pour le développement et de l'objectif de 2010 de la CDB qui consiste à réduire de manière significative les taux d'érosion de la biodiversité.

La professeure Rosalía Arteaga Serrano, Equateur, a présenté un exposé sur la conciliation entre la foresterie, l'agriculture et l'environnement dans le cadre de l'objectif de biodiversité de

2010. Elle a introduit le terme "questions locales" pour souligner l'importance de l'intégration des perspectives globales et locales. Elle a cité les raisons pour lesquelles les préoccupations environnementales sont devenues déconnectées de celles touchant à l'agriculture et à la foresterie, dont, notamment: la pression accrue pour l'intensification de la production, découlant de l'accroissement de la demande pour l'alimentation, l'énergie et l'habitat; la séparation entre les responsabilités du secteur public à l'égard de l'environnement et ses responsabilités à l'égard de l'agriculture, de la foresterie et des ressources en eau; et l'émergence d'une demande de marché pour les biocombustibles, les agro-combustibles et les produits organiques. Elle a expliqué que la réalisation de la réintégration exigera une application accrue des principes du développement durable.

QUESTIONS D'ORGANISATION: Les délégués ont élu Angheluta Vadineanu (Roumanie) comme rapporteur; Gabriele Obermayr (Autriche) et Linus Spencer Thomas (Grenade) comme présidents respectivement des groupes de travail I et II, et Hesiquio Benitez (Mexique) et Asghar Fazel comme coprésidents de la grande commission. JUSCANZ a nommé la Norvège comme nouveau membre du Bureau de l'OSASTT. Les nominations des autres groupes régionaux seront communiquées au terme des concertations régionales. Les délégués ont ensuite adopté les ordres du jour et organisation des travaux de la réunion (UNEP/CBD/SBSTTA/13/1 et 1/Add.1). En réponse à une demande d'éclaircissement des suggestions relatives à la procédure de l'OSASTT décrite dans le document UNEP/CBD/SBSTTA/1/Add.2, y compris la pratique de la transmission des options offertes concernant les questions pour lesquelles aucun consensus n'a pu être réalisé, le président Fazel a expliqué que cette procédure suivra la pratique utilisée dans le passé par l'OSASTT.

GRANDE COMMISSION

MODALITES DE FONCTIONNEMENT PAR RAPPORT AUX THEMES NOUVEAUX ET EMERGEANTS: Le président Fazel a invité les participants à présenter leurs observations concernant le mode opératoire devant être adopté par l'OSASTT pour le traitement des thèmes nouveaux et émergents (UNEP/CBD/SBSTTA/13/8), y compris les trois options offertes concernant la procédure à suivre dans leur sélection et leur ordre prioritaire. La Tanzanie, au nom du GROUPE AFRICAINE, le CANADA, la FRANCE, l'INDONESIE, le PORTUGAL, la SLOVENIE, la SUISSE et la THAÏLANDE ont souhaité voir le Bureau de l'OSASTT décider du point de savoir s'il fallait aborder des thèmes nouveaux et émergents. L'ARGENTINE, l'AUSTRALIE, le BRESIL, CUBA et le PEROU ont apporté leur appui à l'option qui stipule qu'aucun ordre de priorité ne devrait être établi avant la prochaine réunion de la CdP, notant que la procédure doit respecter l'autorité de la CdP dans l'établissement de l'ordre du jour et demandant que plutôt le secrétariat, que le Bureau, devrait annoter l'ordre du jour de l'OSASTT. L'INDE, la MALAISIE, la NOUVELLE ZELANDE et d'autres ont préféré les considérations fondées sur l'option décrivant une procédure en deux étapes, selon laquelle la première réunion de l'OSASTT suivie par une CdP recommanderait les manières dont la seconde réunion pourrait traiter les questions. Un comité des Amis du président a été établi pour travailler à l'élaboration d'un compromis.

Ce numéro du *Bulletin des Négociations de la Terre* © <enb@iisd.org> a été rédigé par Asheline Appleton, Twig Johnson, Ph.D., Harry Jonas, Stefan Jungcurt, Ph.D. et Marie-Annick Moreau. Edition numérique: Angeles Estrada. Version française: Mongi Gadhoum. Editrice en chef: Pamela S. Chasek, Ph.D. <pam@iisd.org>. Directeur du Service des informations de l'IIDD: Langston James "Kimo" Goree VI <kimo@iisd.org>. Les bailleurs de fonds du *Bulletin* sont: Le Royaume-Uni (à travers le DFID), le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique (à travers le Bureau du département d'Etat américain, chargé des océans et des affaires environnementales et scientifiques internationales), le gouvernement du Canada (à travers l'ACDI), le ministère danois des affaires étrangères, le gouvernement allemand (à travers les ministères de l'environnement (BMU) et de la coopération pour le développement (BMZ)), le ministère néerlandais des affaires étrangères, la Commission européenne (DG-ENV), le ministère italien de l'environnement et l'Office fédéral suisse de l'environnement (FOEN). Un soutien général est accordé au *Bulletin*, au titre de l'exercice 2008, par: le ministère norvégien des affaires étrangères, le gouvernement australien, le ministère fédéral autrichien de l'agriculture, des forêts, de l'environnement et de la gestion des eaux, le ministère suédois de l'environnement, le ministère néo-zélandais des affaires étrangères et du commerce extérieur, SWAN International, le ministère nippon de l'environnement (à travers l'IGES) et le ministère nippon de l'économie, du commerce et de l'industrie (à travers le GISPRI). La version française est financée par l'Organisation internationale de la francophonie (OIF) et le ministère français des affaires étrangères. La version espagnole est financée par le ministère espagnol de l'environnement. Les opinions exprimées dans le *Bulletin* appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas forcément les vues de l'IIDD et des bailleurs de fonds. Des extraits du *Bulletin* peuvent être utilisés dans des publications non commerciales moyennant une citation appropriée. Pour tout renseignement, y compris les demandes de couverture d'événements par nos services, contacter le Directeur du Service des informations de l'IIDD, <kimo@iisd.org>, au +1-646-536-7556 ou par courrier au 300 East 56th St., 11A, New York, NY 10022, USA. L'équipe du ENB à l'OSASTT 13 est joignable par e-mail à <stefan@iisd.org>.

BIODIVERSITE AGRICOLE: Les exposés: Peter

Kenmore, FAO, a souligné les effets des pratiques agricoles sur la biodiversité agricole en particulier et sur la biodiversité en général, a parlé du besoin d'accroître de 50% la production alimentaire d'ici 2050, pour alimenter la population mondiale en projection. Il a appelé à un changement de paradigme de la production agricole, loin de l'intensification fondée sur les produits chimiques et qui repose sur des intrants conventionnels comme les pesticides, sur les engrais et sur de grandes quantités d'eau, pour une intensification biologique qui repose sur la richesse des plantes et des ressources génétiques microbiennes et sur le potentiel d'accroître la production alimentaire. Il a également parlé des effets des changements climatiques sur la sécurité alimentaire et des espèces exotiques envahissantes introduites par le biais de l'allongement des chaînes de l'approvisionnement alimentaire sur la biodiversité. Au sujet des biocombustibles, il a fait observer que leur production intensifiée risquait de compromettre les efforts fournis en faveur d'une production agricole durable.

François Pythoud, Suisse, a présenté un rapport sur les résultats de la première Conférence technique internationale sur les ressources génétiques animales destinées à l'alimentation et l'agriculture, tenue à Interlaken, Suisse en septembre 2007. La conférence a lancé l'*Etat des ressources génétiques animales de la planète* de la FAO et a adopté le Plan d'action mondial comprenant 23 priorités stratégiques pour la conservation et l'utilisation durable des ressources génétiques animales destinées à l'alimentation et à l'agriculture. Il a souligné que le Plan d'action mondial représente une opportunité de développer les liens avec les travaux de la CRPGAA sur les ressources phylogénétiques et le programme de travail de la CDB sur la biodiversité agricole.

Examen du programme de travail: Les délégués ont abordé l'examen approfondi du programme de travail sur la biodiversité agricole (UNEP/CBD/SBSTTA/13/2). Plusieurs pays ont appelé à une coopération améliorée avec la FAO et d'autres organisations, la CE mettant l'accent sur la coopération dans les domaines du suivi et de l'évaluation et de la conservation des ressources génétiques, la NOUVELLE ZELANDE appelant à un renforcement des capacités pour l'application de l'approche fondée sur l'écosystème au niveau national, et le JAPON mettant en garde contre la duplication des efforts.

La SLOVENIE, le BRESIL, la SUISSE, le PEROU et d'autres ont souligné le besoin de considérer à la fois les effets positifs et les effets négatifs de l'agriculture sur la biodiversité, le PEROU mettant l'accent sur le rôle de l'agriculture traditionnelle. Le YEMEN a souligné le besoin d'étudier et de documenter les méthodes traditionnelles employées dans l'agriculture et l'élevage d'animaux domestiques, et l'EQUATEUR a demandé à un accroissement des échanges d'informations concernant les cultures sous-exploitées. La COLOMBIE a souligné le besoin d'une recherche exhaustive, en particulier, sur l'expansion continue de la frontière agricole, tandis que le CHILI et l'OUGANDA ont mis en exergue la recherche sur les questions touchant à la biodiversité animale, et le MEXIQUE a demandé à la FAO de collationner les pratiques probantes dans la gestion de l'agriculture et de l'élevage. La MALAISIE a appelé à des activités visant à soutenir les fonctions et services des écosystèmes agricoles.

Au sujet des biocombustibles, la CE a suggéré que la Cdp 9 élabore des directives pour la minimisation des effets négatifs potentiels de la production et de la consommation des biocombustibles. L'ARGENTINE a noté que les questions touchant aux changements climatiques et aux biocombustibles sont déjà traitées dans d'autres instances, tandis que le BRESIL a fait objection aux recommandations allant au-delà de la collecte et de la diffusion des données. Le GROUPE AFRICAIN a appelé à un complément d'information et d'orientation sur la production et la consommation de bioénergie, l'ALLEMAGNE, à l'étude du cycle de vie de la production de combustibles tirés de la biomasse et de ses effets touchant au climat, et la NORVEGE, à des mécanismes et des systèmes de production de biocombustibles. Le LIBERIA, la BELGIQUE et le QATAR ont attiré l'attention sur les effets négatifs des biocombustibles, le LIBERIA appelant à des politiques claires au niveau national, pour la prévention de la monoculture à grande échelle.

Le délégué des PAYS-BAS a mis en relief le défi consistant à établir un équilibre entre les utilisations agricoles et la conservation de la faune et de la flore sauvages. Le GHANA a appelé à la détermination, à la reconnaissance et au soutien des initiatives régionales en faveur de l'agriculture durable et du développement. Le BRESIL a suggéré de se concentrer sur l'utilisation durable de la biodiversité des sols, sur les ressources en eau et sur la gestion intégrée des nuisibles. L'ETHIOPIE a mis l'accent sur la mise en valeur des écosystèmes agricoles érodés, et le YEMEN a souligné le besoin de protéger les régions les plus fragiles. Le délégué des PAYS-BAS a noté le besoin d'entreprises communes dans le domaine du transfert des technologies pour la réalisation des principes d'Addis Ababa pour l'utilisation durable de la biodiversité.

La TURQUIE a appelé à des indicateurs de développement pour le suivi de la mise en application de la CDB et au soutien d'une recherche à long terme sur les liens climatiques. La SUISSE a suggéré d'utiliser les indicateurs en cours d'élaboration par la CE, tandis que l'INDE a remis en question l'utilisation d'un ensemble d'indicateurs universels, notant que les parties devraient procéder à la sélection de leurs propres indicateurs. LE SALVADOR a mis en relief le besoin d'intégrer la biodiversité agricole dans les politiques poursuivies dans les divers secteurs, et de se concentrer sur l'énoncé de la mission du programme de travail concernant les trois objectifs de la CDB. La THAILANDE a accordé une priorité aux espèces exotiques envahissantes et à la charge en nitrate, en tant que menaces posées à la biodiversité agricole. La POLOGNE a noté le besoin de renforcer les recommandations concernant les instruments pour la mise en œuvre nationale.

La FAO a parlé de ses accomplissements en tant que premier partenaire dans la mise en œuvre, mettant l'accent sur la coopération à travers ces organisations et entre les producteurs de denrées alimentaires et le niveau politique. Le GROUPE CONSULTATIF SUR LA RECHERCHE AGRICOLE INTERNATIONALE a accueilli avec satisfaction l'invitation à soutenir la mise en œuvre de l'Initiative internationale sur la biodiversité destinée à l'alimentation et à la nutrition, tandis que le CENTRE D'INFORMATION MONDIAL SUR LA BIODIVERSITE a décrit la manière dont son travail taxonomique soutient l'Initiative internationale pour la conservation et l'utilisation durable des pollinisateurs. La PLATEFORME POUR LA RECHERCHE SUR L'AGRO-BIODIVERSITE a expliqué son rôle de recherche, y compris la détermination des utilisations de la biodiversité agricole dans l'adaptation aux, et l'atténuation des, changements climatiques. Le PNUE a décrit une initiative visant à minimiser les effets négatifs de la libéralisation du commerce sur l'agro-biodiversité dans les pays en développement. La CHAMBRE DE COMMERCE INTERNATIONALE a souligné le besoin de pratiques agricoles intensives durables. Le FORUM INTERNATIONAL DES AUTOCHTONES SUR LA BIODIVERSITE a noté que la préservation de l'agro-biodiversité requiert la protection des droits fonciers et les systèmes socioculturels locaux.

DANS LES COULOIRS

En dépit de l'ordre du jour chargé de l'OSASTT 13 qu'un délégué a décrit comme étant "bourré de points explosifs," la réunion a démarré avec un sentiment palpable qu'on savait où on allait, reflété par un bon déroulement de la séance plénière. Nombre de délégués ont exprimé leur satisfaction quant à la manière dont le fond de la réunion a été abordé immédiatement, l'un d'eux notant que "pour une fois on a respecté l'appel du président à éviter les formalités qui font perdre du temps, telles que la félicitation du président et le remerciement du secrétariat." Un autre participant a fait l'éloge de l'approche active du président, prouvée par l'établissement rapide d'un comité des amis du président pour travailler sur la première question sujette à controverse: comment l'OSASTT doit-il s'y prendre pour traiter les thèmes nouveaux et émergents. Au sujet du point en rapport, plusieurs délégués ont accueilli favorablement la suggestion du Bureau que l'OSASTT devrait transmettre à la Cdp les options offertes dans les domaines sur lesquels ils ne sont pas parvenus à s'entendre, de manière à prévenir l'embourbement en raison des divergences politiques. Comme l'a formulé un délégué, cette procédure reconnaît que le rôle de l'OSASTT consiste à "proposer" et non à "décider."